

La Commune

ASSOCIATION DES AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) · 2019 TRIMESTRE 3

FÊTE DE LA COMMUNE

2019 VOIR EN PAGE 3



NUMÉRO

79

La Commune dans la mémoire collective : un exemple et une expérience

Chaque année, la Commune rajeunit. Plus le temps passe et plus son message devient actuel.

Comment se fait-il qu'un événement qui s'est déroulé il y a près de 150 ans suscite autant d'intérêt aujourd'hui auprès d'un grand nombre de citoyens de ce pays, et d'hommes et de femmes du monde entier ?

En fait, la situation qui prévalait en France à la veille de la Commune présente beaucoup d'analogies avec celle que nous connaissons aujourd'hui. Certes, les formes de domination ont changé. Mais les oligarchies financières continuent à dominer, à exploiter le monde du travail. Elles ont même étendu leur exploitation au niveau planétaire.

On ne trouvera pas dans l'étude de la Commune des réponses toutes faites aux questions qui se posent aujourd'hui. Elle reste cependant en prise avec notre quotidien, dans la mesure où elle a su trouver des réponses aux problèmes qui lui étaient posés, et cela dans la diversité de ses composantes dont elle a su faire une richesse. C'est en s'inspirant de cet exemple que les forces démocratiques et progressistes d'aujourd'hui pourront trouver les réponses aux graves problèmes qui étreignent la société, en ne perdant pas de vue que rien de durable ne se fait sans la volonté populaire et encore moins contre elle.

La Commune va, soixante-douze jours durant, inventer un autre monde avec l'instauration du contrôle des élus et leur possible révocation, l'instauration de l'instruction gratuite, obligatoire et laïque pour les garçons comme pour les filles, la séparation de l'Église et de l'État, la reconnaissance de la citoyenneté pour les étrangers, l'égalité salariale homme-femme, la réquisition des entreprises et logements abandonnés, créant ainsi les prémices de l'autogestion... Par-dessus tout, la Commune de Paris établit la souveraineté populaire, une notion bien française qui bouscule toujours les régimes et dont on voit aujourd'hui qu'elle effraie ceux qui marient le pouvoir et les finances.

Cette mémoire est entretenue par notre association. Nous ne pouvons oublier ces femmes et ces hommes qui du haut de leurs barricades crièrent à leurs assassins : « *Nous sommes ici pour l'Humanité* ».

■ JOEL RAGONNEAU

EN COUVERTURE

La troupe (détail),
qui présente la pièce
Le rendez-vous du 18 mars



FÊTE DE LA COMMUNE 2019

SAMEDI 28 SEPTEMBRE 2019, DE 14H À 20H, PLACE DE LA COMMUNE, PARIS XIII^E
ANGLE DES RUES DE LA BUTTE-AUX-CAILLES ET DE L'ESPÉRANCE
MÉTRO PLACE D'ITALIE OU CORVISART.

LA COMMUNE, UNE HISTOIRE MODERNE

En cette période difficile où nos gouvernants bafouent nos droits les plus élémentaires conquis de haute lutte, nous imposent des conditions de vie indécentes (salaires de misère, chômage, maigres retraites, logements insalubres, expulsions), répondent par la répression aux légitimes revendications, il est plus que jamais important que nous puissions rappeler l'œuvre de la Commune, l'action de ces femmes et de ces hommes qui ont lutté jusqu'au sacrifice de leur vie pour une société de justice.

La Commune ne donne pas de leçons toutes faites, mais il reste indéniable que pour beaucoup, elle laisse un état d'esprit, une soif de justice, de démocratie directe, de laïcité, un sens de la chose publique qui, 148 ans plus tard, restent d'une incroyable modernité. Dans la fidélité aux idéaux de la Commune de Paris, notre fête 2019 va rassembler une fois encore toutes celles et ceux qui veulent résister aux atteintes aux droits sociaux et démocratiques, lutter pour en conquérir de nouveaux et réaffirmer l'actualité de l'œuvre de la Révolution du printemps 1871.

PROGRAMME

14 h : Riton la Manivelle et Jean-Marc

15 h : Nag'Airs

16 h : Théâtre : Le Rendez-vous du 18 mars

17 h : Intervention des Amies et Amis
de la Commune

17 h 30 : Les Amis de l'Insurgé

19 h : Les Tourneurs Phraseurs

CONTRIBUEZ À LA RÉUSSITE DE LA FÊTE

En achetant et diffusant les bons de soutien, au prix modique d'1 euro, afin de populariser largement notre fête. Les bons de soutien sont présentés en carnet de cinq. Ils peuvent être commandés au siège de l'association.

En participant au montage et à la tenue des stands (faites connaître vos disponibilités et préférences).

En confectionnant gâteaux et friandises pour le stand des viennoiseries et en apportant des lots pour la tombola. Pour aider, prenez contact avec l'association.

La Commune ayant voté le 1^{er} mai pour la création du Comité de salut public, dans la pratique, une grande partie des communards se retrouvent dans l'opposition, mais pas tout de suite.

COURBET DANS LA COMMUNE

2. DANS LA MINORITÉ

Une commission est nommée le 3 mai pour trouver un local susceptible d'admettre le public aux séances de la Commune, l'Hôtel de Ville étant insuffisant. Les minoritaires, Billioray et Courbet, s'en chargent. Courbet présente le rapport de la commission le 9, mais ce dernier ne sera pas suivi d'effet. Mauvaise volonté ou pas le temps ?

LA MAISON DE FOUTRIQUET

La veille, Thiers a fait placarder dans Paris « *un appel à rallier l'armée de l'ordre* ». La Commune

La démolition de l'hôtel particulier de Thiers, place Saint-Georges. Photo Alphonse J. Liébert



décide alors la démolition de son hôtel particulier, dit « *la maison de Foutriquet* », décision censée cimenter la cohésion populaire. Cependant, le fort d'Issy est pris, ce qui provoque la démission de Rossel, seul officier français ayant rallié la Commune, aussitôt remplacé par le majoritaire Delescluze qui devient délégué à la guerre. Le 12 mai, en assemblée générale, une commission de cinq membres est chargée de statuer sur les objets d'art et les documents qui se trouvent chez Thiers. Courbet et le majoritaire Pyat en font partie. Un débat s'ensuit à la demande de Courbet sur ce qu'il doit faire des bronzes antiques, ce qui provoque les rires. Sur intervention du président, il propose de les répartir entre le Louvre, l'Hôtel de Ville et une vente publique. Protot, délégué à la justice, répond qu'il a chargé la police de quartier de les conduire au garde-meuble. Courbet essaye alors de sensibiliser l'assemblée sur leur valeur en les chiffrant à 1 500 000 francs « peut-être »... Demay lui porte secours : « *Ces petits bronzes sont l'histoire de l'humanité... nous ne sommes pas des barbares* ». Protot tient bon : « *Je suis d'avis d'envoyer à la monnaie toutes les pièces qui représentent l'image des Orléans. Le citoyen Courbet me paraît porter trop loin le sentiment de l'art* ». Finalement, les petits bronzes seront mis à l'abri par le peintre.

LA MINORITÉ SE RETIRE

Les rapports entre majorité et minorité se gâtent. Dans son arrondissement, Courbet ne peut pas travailler correctement, la nouvelle délégation à la guerre lui refuse tout renseignement et le Comité ignore les quelques informations qu'il réussit à collecter et à transmettre. Le 15 mai, la séance à la Commune n'a pas lieu, la majorité ne s'étant pas présentée alors que la minorité avait projeté de lire une déclaration. Elle publiera donc un manifeste, auquel se ralliera Léo Frankel, et explique qu'elle se retire dans les arrondissements pour l'établissement d'une république sociale s'appuyant sur les travailleurs, les majoritaires éliminant les minoritaires des postes de direction.

LA COLONNE VENDÔME

Les démolitions continuent dans un climat tendu. C'est le tour de la colonne Vendôme, « monument de

barbarie », construit avec le bronze des canons pris dans les guerres de Napoléon 1^{er}, dont Félix Pyat avait obtenu l'arrêt de démolition dès le 12 avril à la commission exécutive de la Commune. Courbet, prévoyant, avait d'ailleurs pris la parole fin avril pour qu'on laisse subsister le soubassement de façon à y mettre « *un génie de la révolution du 18 mars* ». La mise à bas se fera sans lui. Le peintre, qui a rencontré des amis rue Montmartre, leur montre les lettres anonymes des bonapartistes, encore nombreux dans la population, qui le menacent de mort. Ses amis assistent au spectacle, et l'on croit voir Courbet à l'arrière-plan de la foule sur des photos. Il ne siège pas dans la tribune, pourtant c'est à lui qu'incomberont les frais de reconstruction du monument lors d'un mauvais procès de la III^e République en 1874.

DÉMISSION DE COURBET

Le lendemain, le conseil municipal du VI^e arrondissement donne sa démission et Courbet



La colonne Vendôme à terre, photo de Braquehais



Courbet à Sainte-Pélagie, Autoportrait

déclare que dans ces conditions, il ne peut pas rester à la tête de la mairie. Il vient d'être prévenu par un membre du comité militaire que trois bataillons vont attaquer le séminaire de Saint-Sulpice la nuit prochaine. Comme on lui demande les noms de ses informateurs, il refuse et parle de « *tracasseries du Comité central* ».

RETOUR DES MINORITAIRES

Il se passe alors quelque chose d'inattendu, une réaction des citoyens qui, devant l'avancée des troupes versaillaises, vont exiger le retour des minoritaires à l'Hôtel de Ville. Le 21 mai, à 15h30, se tient donc la dernière séance de la Commune. Courbet est assesseur, Vallès président. La discussion porte sur la situation militaire dans les forts et l'arrestation de Cluseret, que le comité de Salut public voudrait faire passer en cour martiale. Il sera finalement

acquitté grâce aux minoritaires. Dombrowski vient annoncer l'entrée des versaillais dans Paris par la porte du Point-du-Jour, actuelle porte de Saint-Cloud, ouverte par trahison.

COURBET ET DALOU PROTÈGENT LE LOUVRE

Libéré de sa responsabilité de maire, Courbet retourne au Louvre où loge la Fédération des artistes, qui a bien du mal à « *rétablir dans le plus bref délai les musées de la ville de Paris dans leur état normal* », c'est-à-dire l'ouverture au public, comme le demande la Commune. Mais, Dalou ayant été nommé le 17 mai



Les Tuileries incendiées, dans Léon Sabatier et Albert Adam, *Paris et ses ruines*, 1873.

« administrateur provisoire adjoint », le Louvre finit par être ouvert pendant trois jours. Les bombardements et les obus incendiaires pleuvant, Dalou s'entend avec les conservateurs en titre du musée, préalablement révoqués, pour mettre les scellés sur les portes le 20 mai. Courbet, qui avait été occupé par les collections de Thiers, fait murer l'accès à la joaillerie



de la galerie d'Apollon. Il ne pourra pas cependant empêcher le colonel Benot de mettre le feu, le 24 mai, à la bibliothèque du pavillon Richelieu, tandis que les Tuileries brûlent pour retarder l'avance ennemie. Les premières barricades s'élèvent avec l'aide de 47 gardiens du Louvre réquisitionnés à cet effet.

LA FUITE

Pendant la semaine sanglante, alors que les versaillais s'emparent de Paris, un sosie de Courbet, est tué, *Paris-Journal* publie le 27 mai un récit de son exécution. *Le Figaro* du 3 juin prétend que le peintre est passé dans le camp des Bavares qui campent à Charenton ; un inspecteur de police affirme qu'il est en possession d'un passeport américain. En réalité, Courbet a demandé l'asile à une amie, qui en profite pour lui voler les tableaux qu'il a eu l'imprudence de mettre à l'abri chez elle. Il sera arrêté dans son dernier refuge chez un luthier de la rue Saint-Gilles, près de la place des Vosges, le 7 juin à 11h du soir, et transféré à

la prison de Versailles pour interrogatoire.

Celui que la police avait d'abord jugé « *tapeur mais peu à craindre* » deviendra un véritable bouc-émissaire en raison de sa notoriété. Dans une lettre écrite en exil en juin 1875, il résume la situation avec lucidité : « *Je crois que dans l'histoire, il sera rare de trouver un homme dans ma position, qui après avoir travaillé toute sa vie pour tâcher d'établir le bien et les arts dans son pays ait été persécuté par ce même pays d'une façon aussi épouvantable* ». Minoritaire, il l'a été toute sa vie, entraîné à penser par lui-même avec une grande indépendance d'esprit. Son ami Jules Vallès écrira dans une jolie formule qu'il a payé « *les pots cassés de la gloire* ».

■ EUGÉNIE DUBREUIL

Sources : Maurice Choury, *Bonjour, monsieur Courbet !*, Éditions sociales, 1969 ; Gerald Dittmar, *Gustave Courbet et la Commune, le politique*, Éditions Dittmar, 2007 ; *Procès-verbaux de la Commune de 1871, tome 2, mars-avril 1871*, A. Lahure, 1945.

Les Fédérées aux Grandes Écuries de Versailles, dessin de Courbet, 1871



DU NOUVEAU SUR NAPOLÉON GAILLARD

Napoléon Gaillard (1815-1900), qui fut pendant une quinzaine de jours le chef barricadier de la Commune, est loin d'être un inconnu, et sa biographie dans le *Maitron*¹ résume l'essentiel de sa vie. Néanmoins, de nouvelles sources permettent de préciser certains aspects de son existence dans deux domaines, sa jeunesse et sa formation politique, et surtout son activité d'inventeur à partir de 1851.

Napoléon Gaillard, qui est né à Nîmes le 7 juin 1815, quelques jours avant Waterloo, fut, du fait sans doute du patriotisme de ses parents, baptisé Napoléon, comme trois autres Nîmois à cette époque. Fils de cordonnier, il apprit certainement le métier chez son père. Mais ses années de jeunesse et son apprentissage professionnel et politique avant 1848 sont très mal connus. Compagnon sous le nom de Nîmois le Loyal, a-t-il fait son tour de France, et est-ce à cette occasion que se sont forgées ses idées sociales et politiques ? Il existe de fortes présomptions pour que ces deux aspects de sa vie soient très liés. Évoquant à la fin de sa vie son histoire personnelle et ses débuts, il dit à plusieurs reprises avoir commencé à participer au mouvement révolutionnaire à Lyon en 1834, et signale même, de façon assez vague, une participation à l'insurrection de 1839 à Paris². Son admiration réitérée pour Barbès – qu'il va par exem-



ple saluer lors de sa sortie de la Maison centrale de Nîmes en février 1848, et pour qui il appelle à voter encore en 1869³ – pourrait confirmer cette hypothèse. Serait-ce aussi dans la décennie 1830, et grâce à ces voyages



qu'il a adhéré à l'idée communiste – alors revivifiée par le néo-babouvisme – idée à laquelle il est resté fidèle toute sa vie ? C'est possible, même si nous n'avons pas de certitude. Quant à son appartenance compagnonnique, même s'il ne s'en est jamais réclamé publiquement, elle paraît d'autant plus confirmée que – comme nous le verrons plus loin – il a bénéficié un peu plus tard, dans les années 1850, pour la promotion de son invention, de l'appui de nombreux compagnons cordonniers. On peut donc raisonnablement supposer que le Tour de France de Napoléon Gaillard – de quelle ampleur, nous l'ignorons – ait pu être l'occasion d'un éveil politique durable, que ne laissaient guère prévoir ses premiers pas nîmois, même si sa famille se rangeait sans doute dans le camp des héritiers de la Révolution.

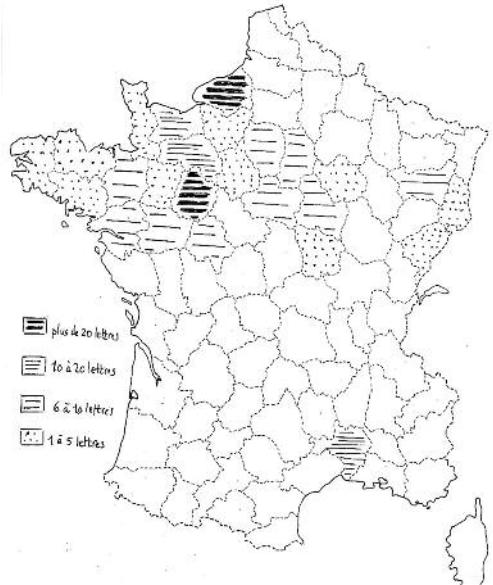
Sur son activité d'inventeur au début des années 1850, en revanche, de nouvelles sources apportent des précisions importantes. On savait que Napoléon Gaillard avait déposé, dès la fin de 1851, un brevet d'inventeur pour une chaussure en gutta-percha (sorte de gomme de caoutchouc), associant le cuir et cette gomme pour obtenir une chaussure imperméable, facile à fabriquer, même si elle n'était pas moins chère que la chaussure en cuir à cause du coût de la gomme.

Avec cette invention, il disait poursuivre un double but, fabriquer des chaussures à la fois plus souples et plus imperméables que celles qui sont cousues ou clouées, et alléger la tâche de l'ouvrier cordonnier.

« *Le public, écrit-il, ignore toutes les fatigues de corps et d'esprit de l'ouvrier cordonnier qui fabrique par des procédés ordinaires. Par mon système, il travaille sans fatigue aucune, développe son intelligence, obtient un beau travail et peut être classé au rang des modeleurs et des sculpteurs.* »⁴

Mais on ignorait les suites de cette invention

Rayonnement de l'invention de N. Gaillard
d'après les lettres de cordonniers



Carte 1

et ses conséquences matérielles pour son auteur. Un ensemble de 256 lettres de cordonniers adressées à Napoléon Gaillard dans les années 1850 et conservées à la BnF⁵, permet désormais de faire la lumière sur la propagation de cette invention. Gaillard avait demandé ces témoignages aux cordonniers dans le cadre d'un procès qu'il avait intenté pour contrefaçon à un fabricant parisien, David Lévy. Ils confirment d'abord que cette invention était appréciée dans ce milieu professionnel. Tous les auteurs en reconnaissent les mérites (facilité et rapidité d'exécution, solidité, souplesse et imperméabilité de la chaussure). Ils signalent particulièrement son succès auprès d'individus appelés à marcher beaucoup (facteurs, gendarmes, militaires, chasseurs,



travailleurs des champs) ou en milieu humide (marins). Nombreux sont ceux qui disent avoir fait plusieurs centaines de paires de chaussures de ce type. Très rares sont les réserves (la chaussure est trop chaude en été, froide en hiver et glissante).

Nous savons aussi par ces lettres comment et où Gaillard a propagé son invention. Les cordonniers lui achetaient une licence d'utilisation, qui pouvait être pour une ville ⁶, un canton ⁷ ou même un arrondissement ⁸, et qui était d'une durée déterminée, un an ou plus. Pour Chartres, par exemple, la licence était de 150 francs. Gaillard utilisait à l'occasion des intermédiaires. Un nommé Cochin, du Mans, dit avoir acheté la licence pour trois arrondissements et l'avoir revendue à 29 maîtres cordonniers ⁹. Nous pouvons saisir aussi, grâce à la même source, comment l'invention s'est répandue sur le territoire. D'après les lettres des cordonniers, c'est en 1853, dès le 23 février, dans une localité du Gard, Saint-Geniès-de-Malgoirès,

puis dans quelques autres du même département (Saint-Gilles, Valleraugue, Le Vigan), qu'il a commencé à vendre des licences de fabrication. Puis, l'invention s'est répandue dans une partie de la France à partir de 1854, mais de façon inégale (carte 1). Vingt-cinq départements et nombre de villes plus ou moins importantes ¹⁰ ont été touchés, principalement dans l'Ouest de la France (douze départements, qui s'étalent de la Seine-Inférieure à la Loire-Atlantique) et le Bassin parisien au sens large (huit départements, mais rien dans la Seine et à Paris, ce qui est assez étonnant). Dans l'Est, le Sud, et le Centre, la pénétration est beaucoup plus lacunaire (cinq départements en tout). Elle est nulle dans le Nord. A quoi est due cette inégalité ? L'attrait de cette invention pouvait certes être un peu plus grand dans une région humide. Gaillard a d'autre part fait des efforts spécifiques de prospection dans l'Ouest (héritage peut-être de son Tour de France) car il est venu à Rennes, à Nantes, ainsi qu'à la Rochelle, et dans l'Orne, et il a diffusé une lettre circulaire auprès des cordonniers. Il a sans doute aussi bénéficié de l'appui de compagnons cordonniers car treize de ceux-ci ¹¹ font allusion à cette appartenance, que ce soit à Orléans, Tours ou Saumur. Gaillard a finalement gagné son procès en contrefaçon le 27 février 1856.

A-t-il d'autre part gagné de l'argent avec cette invention ? À la fin de sa vie, il dira en avoir gagné beaucoup. Même s'il exagère sûrement, il n'est pas invraisemblable, d'après les lettres des cordonniers, que son invention lui en ait rapporté et ceci expliquerait peut-être qu'il ait pu passer beaucoup de temps à des activités politiques dans les années 1860, sans être assujéti à son métier. Pourquoi n'entend-on plus parler de cette invention après 1858 ? Certes, il est possible qu'il ait continué à la propager, puisqu'il a réédité son *Mémoire des-*

criptif en 1858. Ou bien un fabricant de chaussures avait-il trouvé un procédé plus efficace et surtout moins coûteux ? En tout cas, on peut penser que Gaillard avait amassé ainsi un petit capital qui lui servira plus tard ; même s'il l'a en partie dépensé et a acquis aussi une certaine notoriété dans son milieu professionnel. Il est peu probable cependant que ce soit cette notoriété qui ait ensuite facilité sa promotion à la fonction qu'il a brièvement exercée sous la Commune, mais bien plutôt son activité politique dans les dernières années de l'Empire.

A l'issue de la Commune, Gaillard, qui a démissionné de sa fonction de chef barricadier le 15 mai 1871, est caché d'abord par son avoué. Puis, après avoir séjourné près de Paris, il réussit à partir à Genève avec 4000 francs¹². C'était peut-être le reste de ses gains antérieurs. Cet argent lui a sans doute servi à fonder à Carouges, au sud de Genève, une sorte de café-musée de la Commune, *L'Estaminet français*, puis plus tard, en 1876, alors qu'il a dû reprendre son métier de cordonnier, à tenter de créer une boutique de cordonnier à Genève même, rue du Stand. Mais, apparemment, ces fonds se sont progressivement épuisés et, quand Gaillard rentre à Paris en 1880, il est très pauvre, doit reprendre son métier de cordonnier auquel il associe une fonction de concierge. Il mourra dans la misère le 16 octobre 1900, à l'aube du nouveau siècle.

■ **RAYMOND HUARD**

(1) Vol 44, *Biographies nouvelles*, p. 207-209. (2) Indications tirées du dossier de Gaillard à la préfecture de police de Paris, cote BA 1088. Il s'agit d'une tentative d'insurrection contre la monarchie de Juillet, fomentée par une société secrète républicaine (avec Barbès et Blanqui), qui est écrasée les 12 et 13 mai 1839. Il se peut naturellement que cette participation, à l'époque, ait été très limitée.

(3) Jean-François Jeanjean, *Armand Barbès (1809-1870), sa vie, son*

action politique, sa correspondance, 1909, p.269. Barbès étant alors exilé en Belgique, ce vote serait donc nul, mais Gaillard refuse de voir les élus prêter serment à l'Empire. (4) *Mémoire descriptif du mode de fabrication de la chaussure française en gutta-percha*, Nîmes, 1853, in-8. (5) Ces lettres sont conservées à la BnF sous le titre *Factum. Gaillard, Napoléon*, 1857. Copie de 256 lettres à Napoléon Gaillard, cote 4 FM 12972. Dans le cadre d'un procès qui l'opposait à un contrefacteur, Gaillard avait demandé ces témoignages aux ouvriers cordonniers. (6) Le Havre (Seine-Inférieure) en octobre 1854. (7) Pavilly (Seine-Inférieure) en janvier 1856. (8) Neufchâtel-en-Bray (Seine-Inférieure) en septembre 1854. (9) Lettre du 19 janvier 1857 ; (10) Rouen, Le Havre, Fécamp, Dieppe, Alençon, Chartres, Rennes, Angers, Le Mans, Nantes, Tours, Saumur, Versailles. (11) Comme Lesaunier dit Manceau l'Aimable Courageux à Tours, ou Hilarion dit Provençal l'Ile d'Amour à Orléans, ou Laplanche dit Parisien Ami de la Gloire, à Nantes. (12) On l'accusera plus tard, à tort, d'avoir volé cet argent à la Commune.



En 1897, vingt-six ans après la Commune, Félix Fénéon et la *Revue blanche* posent une série de questions à des « anciens » de la Commune et publient une *Enquête sur la Commune*. *La Revue blanche* est disponible sur le site Gallica de la Bibliothèque nationale de France. Un petit livre en a été tiré il y a quelques années. Bref, ceci n'a rien d'une nouveauté. Pourtant...

ÉMILIE NORO DANS LES PRISONS VERSAILLAISES

Parmi les quarante-six personnes que *La Revue blanche* a choisi d'interroger, il n'y avait que deux femmes, Louise Michel (qui l'eût cru ?...), même pas Nathalie Le Mel, et une « Mme N*** »... à qui est consacré cet article. Pourquoi son nom n'a pas été publié en entier, je ne le sais pas : elle est d'autant plus facile à identifier que le rédacteur signale qu'elle est la femme d'un peintre. N*** comme Noro.

Mme Noro était née Marie Émilie Barral, le 29 juillet 1839, dans une famille d'ouvriers lyonnais. Elle avait épousé, toujours à Lyon, le 3 octobre 1863, un ouvrier peintre sur verre nommé Jean-Baptiste Noro. J'ai même fini par trouver son prénom d'usage. Voici donc Émilie Noro.

D'elle, nous savons peu de choses. Pourtant elle est l'auteur d'un bouleversant et précis témoignage sur les prisons versaillaises.

Je ne sais pas si elle exerçait une profession en 1871, mais je sais que son mari était artiste peintre et que tous deux vivaient dans l'Île Saint-Louis, à Paris. Au début de l'année, celui qui signait Giovanni Noro était membre du Conseil de l'Association internationale des travailleurs. Pendant la Commune, il commandait son bataillon de la Garde nationale, le 22°.

Je ne sais pas ce qu'elle a fait, elle, Émilie, pendant la Commune, mais je sais qu'elle a été

prisonnière à Versailles, à partir de la fin mai, et jusqu'en août 1871. Et que, avant d'être libérée avec un non-lieu, elle a été bien maltraitée.

Son mari avait réussi à se cacher et à quitter Paris. Avant de le rejoindre, elle s'est sans doute occupée d'envoyer ses meubles en Suisse (ils ont été arrêtés et saisis à Bellegarde, comme le dit Jean-Baptiste Noro dans une lettre à *L'Égalité* de Genève, parue le 5 novembre). Et elle est partie pour Genève.

On dit qu'il vivait là avec Paule Minck. Cela ne les empêcha pas, Émilie et lui, d'avoir un fils, né le 23 avril 1873, à Genève — que le père alla déclarer à l'état civil, accompagné d'un homme de lettres nommé Eugène Razoua et d'un avocat nommé Eugène Protot. En ces témoins nous reconnaissons un commandant de l'École militaire et le délégué à la Justice de la Commune, ce qui est une indication du fait que Jean-Baptiste et Émilie étaient bien intégrés dans la proscription communaliste genevoise.

Émilie est peut-être l'auteure, elle est en tout cas l'instigatrice, de ce que je crois être le tout premier article de presse consacré à Louise Michel, paru dans *L'Égalité* datée du 24 décembre 1871.

Il est probable que les Noro sont rentrés à Paris en 1880, après l'amnistie des communards. Il est certain en tout cas qu'Émilie a participé, au moins par une lettre, aux accusations portées par d'an-



Victorine Garget

ciens détenus comme elle contre le lieutenant Marcerou, le tortionnaire-chef dont elle avait subi injures, coups et tortures¹. En présentant cette lettre dans *L'Intransigeant*, Frédéric Cournet, qui avait lui aussi fait partie de la proscription communaliste à Genève, nous a appris que Mme Noro s'appelait Émilie.

Il semble que plus tard, elle et son mari sont allés à Alger, puis en Tunisie.

Elle est venue en région parisienne en 1897 : elle a assisté — mais pas son mari, qui est resté à Sfax — au mariage de son fils, à Guerville (au bord de la Seine, en aval de Mantes) le 27 mai 1897. C'est certainement au

cours de ce voyage qu'elle a répondu aux questions de *La Revue blanche*.

Si je comprends bien, elle est morte « de faim » à Tunis en 1910 (dans un asile de vieillards?) — son mari était mort dans la même ville en 1909.

Mais revenons aux prisons versaillaises. Outre les réponses d'Émilie Noro à *La Revue blanche*, nous disposons d'un texte long et peu connu, qu'elle a sans doute écrit au moment de l'affaire Marcerou (1880), qui a traîné on ne sait où, avant d'être retrouvé dans un tiroir par Jean Grave, qui l'a publié dans l'hebdomadaire anarchiste *Les Temps nouveaux*, en 1913. Bizarrement, cette publication semble avoir été complètement oubliée².

Elle y raconte son arrestation chez elle, dans l'Île Saint-Louis, le 24 ou le 25 mai, alors que les soldats recherchent son mari, « à la place » duquel elle est emmenée, les réactions de la foule, « cynique, ignoble, cruelle et lâche », une exécution d'un malheureux pris pour Jules Vallès (il y en a eu plusieurs), à laquelle elle assiste au cours d'un périple dans Paris qui la mène au théâtre du Châtelet, utilisé comme « cour martiale ».

Elle y rencontre Mme Régère, femme d'un élu de la Commune ; elles y passent une nuit avant d'être dirigées vers Satory, à pied, sous la pluie, les coups, les mau-

vais traitements. Son récit est très attentif à ce que les autres femmes autour d'elle ont subi, des soldats et de la foule. « *Excepté le peuple, le vrai grand peuple, qui ce jour-là agonisait au Père-Lachaise [le vendredi 26 mai], il y avait de tout parmi des bourreaux amateurs. Bravant le temps inclement pour insulter et torturer les vaincus, hommes du monde et grandes dames, bourgeois et bourgeoises, gommeux et cocottes, proxénètes et prostituées, journalistes de la borne et filles du ruisseau étaient là, unis et réunis, pour nous rappeler le Vae Victis [malheur aux vaincus], pour donner le coup de pied de l'âne à ces vaincus dont ils avaient peur encore la veille.* »

Léontine Suetens





Marie Charlette, Musée Carnavalet

Elle décrit ensuite avec précision les conditions de la détention à Satory, où ces femmes sont arrivées trempées, n'ayant rien mangé depuis trois jours, sans linge de rechange. Elles sont ensuite déplacées à la prison des Chantiers, toujours à Versailles. Mme Régère est libérée et Émilie fait là la connaissance de Louise Michel. Lorsqu'elle est changée de prison, le 7 juillet, celle-ci écrit plusieurs lettres à Émilie pour lui demander des nouvelles de leurs compagnes, lettres que *La Revue blanche* a publiées.

À l'étage au-dessous sont détenus cent cinquante à deux cents enfants, victimes eux aussi des cruautés et tortures, coups de canne et coups de bottes de Marcerou, ce qu'Émilie raconte, rendant hommage au courage et à la gaieté de ces enfants, en par-

ticulier du jeune Henri Ranvier, qui n'avait pas encore quatorze ans, « très gai et très spirituel ; il était aussi très fier et ne voulait jamais accepter les vêtements que distribuaient nos vainqueurs ; pourtant il était en loques comme ses camarades.

Quelquefois les gardes le désignaient comme le fils d'un membre de la Commune.

— *Mais certainement ! répondait-il avec hauteur.*

Et il continuait sa promenade, plus débraillé que Job et plus fier que Bragance. » Ce garçon sera, en 1880 et en jeune adulte, un des accusateurs de Marcerou.

Elle décrit des scènes de folie, bien sûr que plusieurs de ces femmes deviennent folles... Quant à elle, elle garde son sens de l'humour, écoutez-la parler de la messe : « *Grands dieux ! Je n'oublierai pas l'évêque. Il nous en vint un, un vrai évêque in partibus [je suppose que ça veut dire sans diocèse], il est vrai. Mais enfin, pour un rebut de la société tel que nous, c'était déjà fort beau. Cet homme violet nous fit des sermons qui nous montrèrent combien peu sa couleur participait du rouge, puis ses instruments de travail furent montés au deuxième étage, à côté du bureau du capitaine rapporteur et [de] la chambre du lieutenant, et il nous servit un plat de son métier, c'est-à-dire une messe.*

Longtemps nous discutâmes si

nous refuserions en masse d'aller voir ce monsieur, vêtu en polichinelle, nous faire ses singeries, mais nous reconnûmes qu'une messe ne valait pas un coup de canne et chacune eut la faculté d'y aller ou de n'y pas aller. Après l'évêque, il vint d'autres prêtres nous dire la messe et ce manège continua tous les dimanches. »

Avoir gardé son ironie lui permet de décrire aussi les tortures dont elle-même a été victime. Avant d'être libérée sur une ordonnance de non-lieu.

« *Enfin, j'étais libre !*

Libre, hélas ! Mais libre pour prendre le chemin de l'exil où je pus retrouver mon mari ; mais libre pour monter, avec tant de compagnons d'infortune, le pénible escalier de l'étranger.

Et cela pendant neuf ans. »

■ MICHÈLE AUDIN

(1) Voir Eric Leboutellier, « L'affaire Marcerou. Un tortionnaire versaillais en accusation », *La Commune*, n° 69, 2017-1, p. 8-11.

commune1871.org/?l-affaire-marcerou-un-tortionnaire-versaillais-en-accusation

(2) Ce journal se trouve sur Gallica (gallica.bnf.fr) ; ce témoignage est présenté et reproduit intégralement sur mon blog :

macommunedeparis.com.

NB. Nous n'avons pas d'images d'Émilie Noro. Les illustrations de l'article sont des photographies de certaines de ses compagnes de captivité.

UN BANQUET MÉMORABLE

Perpétuant la tradition inaugurée en 1882 par les communards de retour d'exil, nous nous sommes retrouvés pour le banquet annuel de notre association, le 30 mars 2019 à la Maison de la CGT à Montreuil. Ce fut, de l'avis de tous, un grand cru : plus de 200 amies et amis (211 très précisément) ont répondu à l'appel.

En attendant le « communard » de l'apéritif, on se pressait au stand de la littérature pour se procurer brochures, livres, badges, etc., tandis que Michèle Audin et Raphaël Meyssan dédicaçaient leurs derniers ouvrages. Au début du repas, après le mot de bienvenue de notre président Joël Ragonneau, le discours était prononcé par notre ami Massimo Gelao, qui rappela les combats de notre association dans la perspective du 150^e anniversaire.

Comme de coutume, une animation, assurée par Alice, Annette, Françoise, Joël, Marie-Claude, fit alterner chansons et textes, avant de se clore avec le tirage de la tombola. Le tout, dans une ambiance chaleureuse.

Merci à toutes celles et tous ceux — à la commission Fêtes et événements, à nos « animatrices », à Claudine Boni, grande pourvoyeuse de lots — qui ont contribué au succès de ce banquet. Et à l'année prochaine !



NOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2019

Le 6 avril 2019, nous étions réunis à la Mairie du XIV^e arrondissement pour notre assemblée générale.

Françoise Bazire présente le rapport d'introduction, puis Joël Ragonneau apporte des précisions sur la préparation du 150^e anniversaire : la conférence itinérante, qui se déroulera dans les villes de province du 19 au 26 mars, une application smartphone pour le Père-Lachaise, un jeu de l'oie, les cerfs-volants à Dieppe, etc. Le débat est très riche et de nombreuses idées viennent alimenter les divers projets. La préparation du 150^e anniversaire permet de renforcer le travail avec les comités locaux, ce qui est une avancée positive.

Notre demande pour une station de métro « Commune de Paris » est revenue au premier plan. La RATP ne voulait pas modifier le nom de la station « Belleville » en « Belleville - Commune de Paris 1871 », pourtant elle a accepté de changer « Europe » en « Europe - Simone Veil ». Nous n'avons rien contre ce choix, mais pourquoi y aurait-il deux poids, deux mesures ? Nous relançons donc notre demande.

Certain.e.s de nos adhérent.e.s ont exprimé le souhait de recevoir notre bulletin en version numérique. Nous n'avons pas l'intention de mettre fin au bulletin papier, mais, afin de pouvoir répondre à cette demande, nous allons envoyer un questionnaire afin de mettre en place ces choix en 2020.

À l'occasion de l'inauguration de la plaque sur la tombe de Jean Allemane, en partenariat avec Info'Com CGT, le matin même du 6 avril, Sylvie Pepino rappelle que c'est le fruit d'un travail de longue haleine.

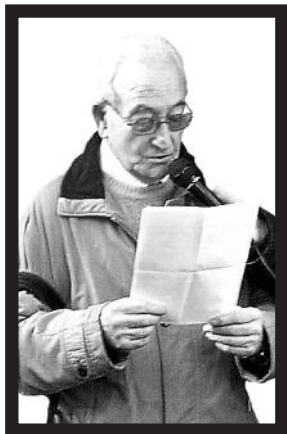
Les commissions œuvrent toutes pour faire connaître la Commune, à travers leurs nombreuses initiatives (conférences, expositions, Paris communards, etc.). Les bulletins en rendent compte tout au long de l'année. Les représentations de notre pièce de théâtre, *Le rendez-vous du 18 mars*, se multiplient, notamment dans les établissements scolaires.

Toutes les commissions ont besoin d'être renforcées. Dans les faits, la commission communication n'existe plus. Pourtant, son rôle est important ; il s'agit de faire connaître notre travail à la presse, aux adhérents, aux organisations partenaires de la montée au Mur. Nous lançons donc un appel à nos adhérents pour la faire revivre.

Ensuite, Christine Michot nous présente le rapport financier qui fait apparaître une perte de 2949 euros, essentiellement parce que nous avons dû réaliser des travaux. Un point a été débattu sur l'envoi du bulletin pendant trois ans aux adhérents qui ne règlent plus leur cotisation. Il a été décidé de passer à deux ans. Des ami.e.s peuvent rencontrer des difficultés passagères et nous ne souhaitons pas les priver de cette lecture.

FRANÇOISE BAZIRE

À LA MÉMOIRE DE GILBERT BERTOLINI



À notre ami, Gilbert Bertolini
Nous avons adressé un dernier
salut au président d'honneur du
comité de Marseille.

Gilbert Bertolini, après en avoir
été l'un des fondateurs, fut pen-
dant 25 ans le président du
Comité des Bouches-du-Rhône
des Amies et Amis de la
Commune de Paris 1871.

Il nous a quittés le 30 Avril.
Devant la bière recouverte du
drapeau des Amies et Amis de la
Commune de Paris 1871, il a été
rappelé que, dans ce quartier
d'Endoume de Marseille qu'il
habitait depuis sa naissance, cet
artisan ébéniste manifesta un

dévouement inlassable à la cause
de la classe ouvrière.

Avec lui, nous avions honoré,
depuis de nombreuses années, la
mémoire de Gaston Crémieux, le
dirigeant de la Commune de
Marseille, et aussi celle de Louise
Michel, dont il a eu le plaisir de
voir attribuer le nom à une place
du centre-ville de Marseille. Bien
que déjà très fatigué, il était pré-
sent au banquet qui a eu lieu lors
de la venue de nos camarades
parisiens.

Peu avant sa fin, la revue des pro-
jets du comité – parcours commu-
nards, banquet, célébration du 150^e
anniversaire de la Commune... – lui
apporta une satisfaction manifeste.
Il nous a passé le relais.

■ MICHEL KADOUCH

Nous avons ressenti une grande
tristesse lorsque les amis du
comité de Marseille nous ont
appris le décès de Gilbert.

La coordination m'ayant chargée
de suivre les contacts avec les
comités locaux, je me suis rendue
plusieurs fois à Marseille à l'oc-
casion de l'assemblée générale
annuelle, qui souvent est suivie
du banquet traditionnel. Ces ren-
contres ont toujours été des
moments chaleureux et l'occasion
de nombreux échanges.

Gilbert aimait sa ville et, sachant
que je ne la connaissais pas, il me
l'a fait visiter lors de mon premier
séjour. Je ne pouvais pas trouver
un meilleur guide.

Lors de notre voyage en octobre
2018, Il est venu nous retrouver
le dimanche midi pour le repas.
Je ne savais pas alors que je ne le
reverrais plus. Je suis très
contente d'avoir pu parler avec
lui du comité ; il était heureux
d'avoir des nouvelles de Claudine
Rey qui avait aidé le comité à
démarrer.

■ FRANÇOISE BAZIRE

HOMMAGE À NOTRE AMI JEF BAECK



Exposition sur les 72 jours de la
Commune, à Bruxelles, en 2018

Épuisé par la maladie, il n'a pas
pu, pour la première fois de sa
vie, participer à la fête du
1^{er} mai. Jef nous a quittés le
8 mai. C'était un homme géné-
reux, dévoué, d'une grande



Au banquet 2018 à Paris

Hommage à Jef Baeck, deuxième banquet du comité, le 1^{er} juin 2019

culture. Très attaché aux valeurs de la Commune, il avait adhéré en 2008 à notre association.

L'été 2015, il est venu rue des Cinq-Diamants avec sa femme Christine. Il avait décidé de créer un comité belge des amis de la Commune. En septembre eut lieu la réunion préparatoire du comité. À cette occasion, Jef m'a organisé une petite visite de « sa ville » qu'il aimait. Ce fut mon premier contact avec Mme Chapeau, personnage haut en couleur d'une comédie de 1938, pièce de théâtre qui fait partie du patrimoine belge.

Le samedi 5 mars 2016, eut lieu la réunion inaugurale du comité. Une quarantaine de personnes étaient présentes. Nous avons présenté nos divers projets. Jef a

immédiatement décidé de préparer un voyage sur les traces des communards à Bruxelles, en 2017. Les ami-e-s bruxelloi-e-s participent régulièrement à nos activités : le 18 mars, le banquet, la montée au Mur des Fédérés, la fête de la Commune. Notre ami ne manquait pas une occasion de chanter, il connaissait tous les chants. C'était un plaisir de l'entendre.

Notre voyage en octobre 2017 fut un enchantement. Les amis nous accueillirent à l'hôtel Bedford. Christine et Jef nous présentèrent les festivités. Vous retrouverez notre article dans le bulletin n° 72 du 4^e trimestre 2017.

En février 2018, le comité organisa l'exposition « Les 72 jours de la Commune » aux Halles Saint-Géry de Bruxelles. Au cours d'une visite

guidée, Jef a rappelé l'histoire de cette insurrection prolétarienne et parlé du rôle des exilés en Belgique, de leur influence sur le développement des organisations socialistes. Le 2 juin 2018, c'était le premier banquet communard du comité. Je m'y suis rendue avec un grand plaisir. Les liens d'amitiés tissés avec nos amis belges sont très forts.

La disparition de Jef nous a bouleversés. Le 15 mai se déroulait la cérémonie d'adieu au crématorium de Bruxelles, devant un public nombreux. Il était un homme connu et estimé.

Nous avons chanté *Le Chiffon rouge* et *L'Internationale*.

Le comité belge a décidé que lors de leur banquet du 1^{er} juin 2019, un hommage lui serait rendu.

A Christine, à tou.te.s les ami.e.s

belges, nous voulons dire que nous leur apportons notre soutien pour réaliser les projets que Jef avait préparés avec eux.

➤ **FRANÇOISE BAZIRE**

.....

Ce 1^{er} samedi de juin 2019, notre deuxième banquet a eu lieu en la salle Sacco et Vanzetti, bien connue de nos ami.e.s français.e.s depuis le voyage 2017, et que Jef

affectionnait et avait fait aménager avec beaucoup de soin. Depuis sa belle photo, il a découvert avec nous une quarantaine de convives, et ce superbe chant, *La Fédération*, d'Eugène Bandinelli, réfugié en 1874, redécouvert dans le dossier « Police » des archives de Bruxelles. Joué et chanté admirablement par quatre ami.e.s de Charleroi, ce moment-phare pour les temps qui viennent, dont un extrait : «... *que tous les peuples de la terre, unis par la fraternité*, se réveillent contre la guerre par amour de l'humanité... guerre éternelle à l'ignorance, pour les idées, bas les remparts... »

L'amitié que Jef a fédérée entre nous tous, d'horizons parfois très différents, les multiples actes de sa vie militante pour l'émancipation, en sont une parfaite illustration, et par cela il restera toujours avec nous.

➤ **POUR LE COMITÉ BELGE, CHRISTINE, QU'IL A TANT AIMÉE ET QUI L'AIME TANT.**

26 MAI COMMÉMORATION AU CIMETIÈRE DU MONTPARNASSE

Le dimanche 26 mai, une soixantaine de personnes se sont retrouvées devant le monument érigé en 1910 à la mémoire des Fédérés.

Rappelant que sous nos pieds reposent 2000 cadavres anonymes de communards, Valérie Martineau a rappelé le rôle des communards dans le XIV^e. Les trois élus de l'arrondissement, Alfred Billioray, Lucien Henry et Jules Martelet, tous les

trois artistes, ont joué un rôle prépondérant dans l'insurrection communarde.

Nous avons chanté *Le Temps des Cerises*, puis *L'Internationale*. Nous nous sommes ensuite rendus devant la tombe de Maxime Vuillaume, dont plusieurs des participants ne connaissaient pas l'emplacement. ➤ **FB**



HOMMAGE AUX DERNIERS COMBATS DES COMMUNARDS DE BELLEVILLE

Dans son *Histoire de la Commune* de 1871, Lissagaray relate le dernier jour de la Commune, le dimanche 28 mai 1871 : « À dix heures, la résistance est réduite au petit carré que forment les rues du Faubourg-du-Temple, des Trois-Bornes, des Trois-Couronnes et le boulevard de Belleville. Deux ou trois rues du XX^e se débattent encore, entre autres la rue Ramponneau. Une petite phalange conduite par Varlin, Ferré, Gambon, l'écharpe rouge à la ceinture, le chassapot en bandoulière... débouche du XX^e sur le boulevard... Ils entrent dans le XI^e. Varlin et ses collègues vont défendre la barricade de la rue du Faubourg-du-Temple et de la rue de la Fontaine-au-Roi... À onze heures, les fédérés n'ont presque plus de canons... Rue du Faubourg-du-Temple, rue Oberkampf, rue Saint-Maur, rue Parmentier, on veut encore lutter. Il y a là des barricades qu'on ne peut tourner... L'artillerie versaillaise les canonne jusqu'à ce que les fédérés aient consommé leurs munitions...

La fusillade s'assoupit ; il y a de longs silences. Le dimanche 28 mai, à midi, le dernier coup de canon fédéré part de la rue de Paris [aujourd'hui rue de Belleville], que les versaillais ont prise. La pièce bourrée à double charge exhale le suprême soupir de la Commune de Paris. »

Ce sont ces derniers combats, où s'illustrèrent entre autres Eugène Varlin, Jean Baptiste Clément, Théophile Ferré, qui ont été commémorés les 24 et 25 mai.

RUE RAMPONEAU

Le 24 mai 2019, au soir, la mairie du XX^e arrondissement a rendu hommage à la Commune, rue Ramponneau, où eurent lieu les derniers combats le 28 mai 1871.

Après les prises de parole de Joël Ragonneau, pour les Amies et Amis de la Commune de Paris et de Thierry Blandin, adjoint à la maire du XX^e arrondissement, chargé de la Mémoire et du Monde combattant, des gerbes furent déposées, une minute de silence fut observée et des œillets rouges furent glissés derrière la plaque commémorative. Nous notions la présence de Marinette Bache, conseillère de Paris.

Pour clôturer la cérémonie, Thierry Blandin nous invita à le rejoindre dans l'école située à quelques pas pour un verre de l'amitié.

RUE DE LA FONTAINE-AU-ROI

Le lendemain, 25 mai, le combat de la rue de la Fontaine au Roi a été commémoré, comme chaque année depuis 1971, à l'appel de la section PS du XI^e arrondissement, devant le 17 rue de la Fontaine-au-Roi.

Successivement, Jérôme Meyer, secrétaire de la section PS du XI^e, Marie-Claude Willard, pour les Amies et Amis de la Commune de Paris, François Vauglin, maire du XI^e arrondissement, et Patrick Bloche, adjoint à la maire de Paris, évoquèrent les derniers combats et la répression qui s'ensuivit, l'œuvre porteuse d'avenir de la Commune, et les exigences de démocratie, de justice sociale, de paix, qu'elle porta, encore d'actualité aujourd'hui. Après les dépôts de gerbe, l'assistance entonna *Le Temps des Cerises*, dont on rappellera qu'il fut dédié postérieurement par Jean Baptiste Clément « à la vaillante citoyenne Louise, l'ambulancière de la rue de la Fontaine-au-Roi, le 28 mai 1871. »

La cérémonie se termina par un « communard » dans le bar voisin, au rez-de-chaussée d'un immeuble où habita un temps Jean Allemane, élu député de ce quartier en 1901.



LA MONTÉE AU MUR 2019

En ce samedi 25 mai, près de 65 organisations, syndicales, associatives, politiques, avaient signé l'appel à la montée au Mur. Dès 14h30, sous un beau soleil, le cortège de plusieurs centaines de personnes se formait à l'entrée du Père-Lachaise pour se rendre, en chansons, devant le Mur.

Ouvrant la commémoration, Françoise Bazire évoque le renouveau de l'intérêt pour la Commune, porté par le contexte social et politique de ce printemps 2019. Elle relate les nombreuses initiatives qui, ici ou là, célèbrent le 148^e anniversaire de la Commune, notamment la représentation, le dimanche précédent, de notre pièce de théâtre, devant ce même mur, à l'occasion du « Printemps des cimetières ». Et elle remercie les organisations et les élu.e.s qui se sont associé.e.s à cette commémoration.

Après le dépôt des gerbes par les élu.e.s et les organisations, la parole revient à notre co-président, Joël Ragonneau, qui se demande : « Comment se fait-il qu'un événement qui s'est déroulé il y a près de 150 ans intéresse encore un grand nombre de citoyens de ce pays, d'hommes et de femmes du monde entier ? » C'est que, même si les formes de domination ont changé, il existe de nombreuses analogies entre notre époque et celle qui prévalait à la veille de la Commune. Les réponses apportées par la Commune, sans constituer des recettes toutes faites, restent une source d'inspiration pour les forces démocratiques et progressistes d'aujourd'hui.

Raison de plus, pour notre association, de poursuivre son travail de mémoire et de l'amplifier à l'approche du 150^e anniversaire. Joël réitère notamment notre souhait de voir le nom de « Commune de Paris 1871 » attribué à la station Belleville, comme cela avait été approuvé par le Conseil de Paris, et il incite à relancer notre campagne en ce sens.

Il conclut par les mots de Jean Baptiste Clément, dans *Le Cri du Peuple* du 24 avril 1871 : « *Supposons que le peuple soit vaincu, supposons que les bonapartistes et les royalistes rentrent dans Paris en barbotant dans des mares de sang et en piétinant sur des cadavres. Que restera-t-il de la Commune ? Des décrets sur les murs, des affiches que l'on déchirera...*

Ah, vous vous trompez ! Quand bien même ces décrets n'auraient pas reçu leur pleine exécution, quand bien même vous déchiriez toutes les affiches, quand bien même vous passeriez tous les murs à la chaux, vous ne parviendrez pas à enlever de nos esprits les principes qu'ils ont affirmés, vous n'empêchez pas que le peuple ait senti la différence entre le gouvernement de Versailles et les membres de la Commune, vous n'empêchez pas que le peuple ait vu là le salut des travailleurs et l'avenir du monde. »

L'heure était venue de clore cette cérémonie. Mais non sans que la foule ait chanté *Le Temps des cerises* et *l'Internationale*, avant de se disperser et, pour certains, d'aller visiter les tombes des communards — Mortier, Clément, Wroblewski, Benoît Malon, Lafargue, Amoureux, etc. — alignées face au Mur.



DES NOUVELLES DU LUXEMBOURG

Le 6 mars 2019, l'assemblée générale des Amies et Amis de la Commune 1871, section Luxembourg, s'est tenue au Café Français à Luxembourg-Ville, en présence de Françoise Bazire, secrétaire générale de l'association de Paris. Outre les discussions sur les points habituels, l'accent a été mis sur les futures activités pour 2019 et surtout sur les commémorations du 150^e anniversaire de la Commune. La soirée s'est terminée par le banquet traditionnel et Françoise, de sa belle voix, a agrémenté le repas en chantant *Le Temps des cerises* et *Le Drapeau rouge*. Elle fut chaleureusement applaudie par les convives du restaurant.

Pour commémorer le début de la Commune, les membres du comité ont déposé, le 18 mars 2019, une gerbe au monument de la Commune au cimetière du Siechenhaff, où sont enterrés Auguste Joseph Martin et François Sordet, des communards morts en exil en 1873.

Le 18 mai 2019, au même cimetière, a eu lieu la Fête des communards, organisée par la section du LSAP* Stad Lëtzebuerg et les Amies et Amis de la Commune de Paris 1871, section Luxembourg, en collaboration avec les syndicats FNCTTFEL ET OGBL. Les discours furent

prononcés par Marc Angel, membre de notre association, député et candidat du LSAP aux prochaines élections européennes et Lisa Kersch, jeune politicienne et aussi candidate aux élections européennes. L'accent a été mis sur les grands principes sociaux, qu'il ne faut pas oublier, surtout dans l'Europe de nos jours. Des gerbes furent déposées par les différentes associations, en l'occurrence celle de notre association par la présidente Danielle Kies et la secrétaire Jacquie Weber, pour honorer la mémoire de la Commune. La séance s'est levée bien entendu avec *L'Internationale*. Le verre de l'amitié a été offert aux participants.

**POUR LE COMITÉ
JEANNE MEYERS**

* Lëtzebuurger Sozialistesche Aarbechterpartei : Parti ouvrier socialiste du Luxembourg.



NOUVELLES DU BERRY / NOUVELLES DU BERRY / NOUVELLES DU

CANDAR VINT À VIERZON VAILLANTISER VAILLANT

Nous accueillîmes chaleureusement Gilles Candar à cette même gare où Édouard Vaillant rentra triomphalement d'exil en 1880, avant de le mener voir les maisons où ce grand homme est né et où il vécut (le cimetière, Gilles le connaissait déjà). Au début de la conférence, Michel Pinglaut, notre co-président

sont Maurice Dommanget, décédé, et Jolyon Howorth, Britannique. Les sous-titres de nos livres, présentés en alternance et par ordre chronologique des parutions, disent le sens des propos tenus avec autorité par le président des Études jaurésiennes : *La tête pensante de la Commune*, *Le socialisme républicain*, *Le grand socialiste*, *L'invention de la gauche*. Il s'agit en effet de confirmer l'importance de Vaillant dans l'histoire politique et sociale, depuis la Commune de Paris jusqu'à la Grande Guerre. Voilà qui a résonné étonnamment dans le contexte préélectoral européen du moment, et qui clôt brillamment un cycle initié ici même en 2015. La salle pleine et passionnée où se trouvaient, outre les locaux depuis longtemps sensibilisés au vaillantisme, nos Ami.e.s venu.e.s de Touraine, a goûté en connaissance cette magistrale mise au point. Mais c'est aussi le début d'un nouveau cycle, lequel nous conduira en 2021, Vierzon étant parmi les villes retenues pour les conférences itinérantes du 150^e anniversaire avec Jean-Louis Robert, et Jean Annequin a rappelé à tous l'importance de ce lien Paris-Province. A plus court terme, nous atteignons les vacances, avec notre AG du 22 juin et le plaisir de recevoir le co-président national Joël Ragonneau, et avec la conférence de Michel Pinglaut sur Gustave Courbet, centenaire oblige, le 26 juin à Bourges. Tout est ou sera sur notre blog*.

✶ JEAN ANNEQUIN, MICHEL PINGLAUT,
JEAN-MARIE FAVIERE



Conversation animée devant la dernière des trois « maisons Édouard Vaillant », au 50 bis avenue Édouard-Vaillant, avec la plaque apposée en 2015. (Photo Soraya Aliche)

pour le Cher, a fait les présentations au public de façon théâtrale (normal, car c'est réellement un homme de théâtre) : « *Voici devant vous Gilles Candar et Jean-Marie Favière, les deux grands spécialistes français vivants d'Édouard Vaillant !* » Pas faux, à condition de compter Gilles Candar pour au moins un et demi, mais c'est aussi une bonne idée de rendre hommage en creux aux grandes figures vaillantiques que

* vaillantitude.blogspot.com



LE RENDEZ-VOUS DU 18 MARS AU PRINTEMPS DES CIMETIÈRES

Le 19 mai 2019 avait lieu la seconde édition du Printemps des cimetières, manifestation à laquelle notre association participait, en présentant *Le Rendez-vous du 18 mars* au Père-Lachaise. Dès le matin, nous étions présents sur deux stands, l'un à l'entrée principale, boulevard de Ménilmontant, l'autre à l'entrée Gambetta. Ce fut un moyen, non seulement d'annoncer la pièce pour l'après-midi, mais aussi de faire connaître notre association et nos publications aux nombreux visiteurs, notamment étrangers.

Dans l'après-midi, nos amies et amis ont interprété notre pièce devant le Mur des Fédérés, un événement particulièrement émouvant, tant pour nos comédiens amateurs que pour le public. Quatre-vingts spectateurs étaient présents, malgré le temps menaçant.

La représentation s'est parfaitement déroulée, la pluie n'ayant commencé qu'à quelques minutes de la fin, d'abord de petites gouttes, puis un peu plus drues, et quelques parapluies sont apparus. Enfin, lors de la scène finale, ce fut le déluge. Nous nous sommes tous réfugiés sous les arbres. Le mauvais temps n'allait quand même pas nous décourager ! Et c'est tous ensemble que nous avons interprété *L'Internationale des travailleurs* de Paul Burani et Isch-Wall avant de quitter les lieux toujours sous une pluie torrentielle.

Malgré cette péripétie météorologique, ce fut une belle journée, et une belle vitrine pour notre association. À suivre...

FRANÇOISE BAZIRE

LA COMMUNE ET LES ARTS DANS LA CREUSE

Le samedi 8 juin, à Jouillat, dans la Creuse, le public a répondu présent à la visite de l'exposition et à la conférence traitant de « la Commune et les arts ».

Eugénie Dubreuil, qui donnait la conférence, a commenté les onze panneaux constituant l'exposition : le Paris des arts ; artistes et communards ; Courbet peintre engagé ; la Fédération des artistes ; celles et ceux du spectacle ; la Commune photographiée ; la caricature ; Edouard Manet ; Jules Dalou ; Daniel Vierge ; Maximilien Luce.

Puis elle a évoqué plus particulièrement l'œuvre, parfois controversée, de Gustave Courbet, dont on commémore cette année le bicentenaire de la naissance, et son rôle prépondérant dans le domaine des arts pendant la Commune de Paris.

Des échanges avec les participants ont ensuite permis de préciser certains points.

Le banc librairie a attiré un bon nombre de participants et le cahier n°1 des communards creusois s'est bien vendu.

**JOSÉ BAQUERO, PRÉSIDENT DU COMITÉ
CREUSOIS DES AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE**





L'ANNÉE COURBET À ORNANS

Le bicentenaire de Courbet donne lieu à une profusion de manifestations à Ornans et dans le pays alentour. La ville d'Ornans et le Musée Courbet proposent un programme culturel dense et varié, qui a débuté au printemps 2019 et se poursuit jusqu'au début 2020 : expositions, colloque, théâtre, musique, promenades, etc.

Les ami.e.s qui viendraient à passer dans la région ou qui, tout simplement, voudraient se tenir au courant, trouveront l'intégralité du programme sur le site de la ville d'Ornans et sur le site du Musée Courbet :

ornans.fr/evenements/courbet-2019.html
musee-courbet.doubs.fr/
fr-fr.facebook.com/museecourbet/

➤ **Exposition « Courbet dessinateur »**, du 15/02/2019 au 29/04/2019, Musée Courbet, Ornans.

L'exposition du musée Courbet explore ce pan mal connu de l'œuvre de Courbet et donne l'opportunité de découvrir des dessins issus de collections privées.

➤ **Colloque international : « Courbet autrement »**, 27-28 juin 2019, Besançon, Maison des Sciences de l'Homme de l'Université de Franche-Comté, et 29 juin, Ferme Courbet à Flagey.

➤ La ferme familiale Courbet, à Flagey, fête ses 10 ans avec l'**exposition « Isabey, l'architecte de Courbet »**, du 07/06/2019 au 03/11/2019, à la Ferme Courbet, Flagey.

➤ **Exposition « Yan Pei Ming face à Courbet »**, du 10 juin au 30 septembre 2019, Musée Courbet, Ornans.

Cette exposition au musée Courbet met en regard et en dialogue Gustave Courbet et Yan

Pei-Ming, figure internationale de la peinture contemporaine. Le peintre d'origine chinoise est en effet en résidence à partir de mars 2019 dans le dernier atelier de Courbet à Ornans, nouvellement restauré.

➤ **Exposition Courbet-Hodler**, du 30 octobre 2019 au 5 janvier 2020, Musée Courbet, Ornans.

Courbet rencontre Ferdinand Hodler (1853-1918) à Genève en 1873, dans le cercle d'Auguste Baud-Bovy, peintre, fouriériste, qui a établi une sorte de familistère dans son château de Gruyères.

L'exposition illustre, à travers les destinées singulières de ces deux artistes, les bouleversements esthétiques que connaît l'histoire de l'art européen à la fin du 19^e siècle. Elle permettra aussi de rendre compte des riches collaborations du musée Courbet avec les musées suisses et la Fondation Hodler en particulier.

➤ **Courbet en série**, par la compagnie Les Menteurs d'Arlequin. Une série théâtrale en six épisodes sur la vie de Courbet, qui fait intervenir 62 personnages (dont des amateurs et des bénévoles du canton d'Ornans).

lesmenteursdarlequin.wifeo.com/courbet-en-serie-creation-2019.php

➤ **« Les chiens de Courbet »**, expo itinérante, avec la Fédération départementale des chasseurs, du 10 juin au 31 décembre 2019.

JEAN ALLEMANE À L'HONNEUR

En ce matin du 6 avril 2019, au Père-Lachaise, devant la sépulture de Jean Allemane, sur laquelle repose un pupitre de type livre ouvert en granit bleu, se retrouvent une quarantaine de personnes venues lui rendre hommage. Sont présents nos adhérents, dont nos amis du Berry et des représentants d'Info'Com CGT (ex-Chambre Typographique), à l'initiative de cette commémoration. Après un dépôt de gerbes, les participants sont invités à un piqué d'œillelets rouges.

Cette commémoration trouve son origine, il y a une dizaine d'années, lorsque Info'Com souhaite honorer la tombe de Jean Allemane, dont la trace a été perdue. Un étroit partenariat entre Olivier Blandin, d'Info'Com, et Sylvie Pépino va permettre de la retrouver.

La sépulture sort enfin de l'anonymat grâce à la persévérance de notre ami Vincent Pezon et de Jean-Louis Robert qui, en mars 2010, annoncent avoir retrouvé la tombe, rendue anonyme par l'usure du temps.

Que faire, face à l'impossibilité d'intervenir sur celle-ci (ayants droit inconnus, autorisations complexes à obtenir) ? La seule solution autorisée est la simple pose, sur la pierre, d'un pupitre mentionnant son identité et ses parcours, syndical, politique et communard.

Vincent Pezon prononce l'allocution au nom de notre association. Après avoir remercié Info'Com pour sa contribution, Vincent développe la riche biographie de Jean Allemane.

De cet éloge nous retiendrons sa naissance, en 1849, dans un village pyrénéen. Jeune, il gagne Paris et devient ouvrier typographe. Il devient l'un des fondateurs de la chambre syndicale de sa



corporation. Durant le siège de Paris, il rejoint la Garde Nationale, caporal au 59^e bataillon. Il s'engage dans la Commune, devient délégué-adjoint à la mairie du V^e arrondissement.

Il est arrêté le 28 mai 1871 et condamné le 3 avril 1872 aux travaux forcés à perpétuité. Après un passage au bagne de Toulon, il est embarqué le 27 janvier 1873 sur *Le Rhin*, pour la Nouvelle-Calédonie. Il y connaît des conditions de détention particulièrement difficiles, surtout après l'échec d'une tentative d'évasion en 1876. En 1878, il refuse de participer à la répression armée contre les insurgés kanak. Il

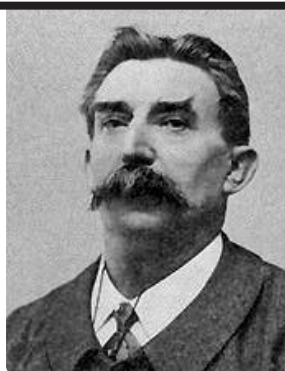
revient en France le 27 novembre 1879.

Personnage politique, librepenseur absolu, il joue un rôle dans la genèse du mouvement socialiste français et fonde le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Il est élu député de la Seine, et décède le 6 juin 1935 à Herblay (Seine-et-Oise).

A son tour, Romain Altmann, pour Info'Com, lui rend hommage, rappelant l'anniversaire des 180 ans de la création du syndicat des typographes, son rôle dans ce syndicat et témoigne de la force de tous ses engagements.

La cérémonie se clôt par une minute de silence, puis par un chant traditionnel des typographes, suivi par le *Temps des Cerises* et, bien sûr, *L'Internationale*.

■ CHARLES FERNANDEZ
ET SYLVIE PEPINO



LA COMMUNE À LA UNE REVUE DE PRESSE

Périodiquement, la Commune de Paris fait un retour dans l'actualité. En 2016, déjà, le mouvement Nuit Debout affichait ses références à la Commune. Ces derniers mois, le mouvement des Gilets Jaunes a remis au premier plan les idées de démocratie directe, de contrôle citoyen sur les élus...

Cet intérêt pour la Commune se retrouve dans la presse. Au printemps, c'est *Libération* qui a ouvert une série d'articles sur

l'histoire populaire de Paris, où la Commune tient une place de choix, en faisant appel à des historien.ne.s du mouvement ouvrier : Gérard Noiriel, Danièle Tartakowsky, Michèle Zancarini-Fournel...¹

Nous sommes particulièrement sensibles au bel article² de Damien Dole, paru dans le numéro du 18 mars, consacré à notre association : « *Les Amies et Amis de la Commune, la mémoire insurgée dans la peau* ».

(1) liberation.fr/debats/2019/02/21/une-immersion-dans-l-histoire-populaire-de-paris_1710844

(2) liberation.fr/debats/2019/03/17/les-amies-et-amis-de-la-commune-la-memoire-insurgee-dans-la-peau_1715724



On lira avec intérêt les entretiens avec Mathilde Larrère (« *Les féministes actuelles devraient se revendiquer de la Commune* »³), avec Laure Godineau (« *La Commune avait l'idée qu'il fallait offrir la culture au peuple* »⁴).

Et l'on pourra faire une « *plongée dans le Paris populaire* » en se reportant à la carte interactive des lieux de mémoire parisiens du mouvement populaire⁵.

Mais il n'y a pas que *Libé*. On ne s'étonnera pas de trouver dans *L'Humanité* du 20 mai un appel à la montée au Mur, signé de notre co-président⁶.

Le site *Rouendanslarue.net*, fait un parallèle⁷ entre

l'hostilité des élites médiatiques à l'encontre des Gilets jaunes et les appels à la répression lancés par la presse en 1871 : « *Il reste à M. Thiers une tâche importante : celle de purger Paris. Jamais occasion pareille ne se présentera [...] pour en finir avec la vermine démocratique et sociale...* » (*Le Figaro*).

La montée au Mur est l'occasion de retours sur la Commune sur plusieurs sites :

Le *GJ magazine* (Réseau social des Gilets jaunes) fait état de la présence de Gilets jaunes au Mur des Fédérés le 25 mai : « *Les gilets jaunes rendent hommage aux communards au Père-Lachaise* »⁸.

La chaîne associative Télé Bocal, née dans le XX^e arrondissement, diffuse le 28 mai un reportage sur la montée au Mur⁹.

Et, même à l'étranger ! Le *World Socialist Website* (site de la IV^e Internationale) titre le 27 mai : « *Yellow vest protesters pay tribute at the Communards' Wall in Paris*.¹⁰ »

À suivre... ➡ MP



La rubrique Revue de presse a vocation à perdurer. Nous demandons aux ami.es qui viendraient passer dans la presse, notamment de province, des articles concernant la Commune, de nous les signaler.

(3) liberation.fr/debats/2019/03/22/mathilde-larrere-les-feministes-actuelles-devraient-se-revendiquer-de-la-commune_1716310

(4) liberation.fr/debats/2019/03/30/la-commune-avait-l-idee-qu-il-fallait-offrir-la-culture-au-peuple_1718150

(5) liberation.fr/apps/2019/02/paris-populaire/

(6) humanite.fr/tribune-libre-le-mur-des-federes-un-haut-lieu-de-la-memoire-collective-672410

(7) rouendanslarue.net/de-la-commune-de-paris-aux-gilets-jaunes-la-presse-contre-la-revolution/

(8) gj-magazine.com/gj/les-gilets-jaunes-rendent-hommage-aux-communards-au-pere-lachaise/

(9)youtu.be/6BgKliEgNHw

(10) wsws.org/fr/articles/2019/05/28/gjpl-m28.html

JULIEN DEVICQUE

un artiste communard complètement tombé dans l'oubli



Vue de Saint-Denis. Cliché Musée d'Art et d'Histoire

E

n redécouvrant des artistes communards, on prend de plus en plus conscience du fait que la répression qui a suivi ce mouvement révolutionnaire a littéralement anéanti l'avenir

d'artistes connus avant 1871. Si parmi ceux qui sont parvenus à s'exiler, certains ont pu réussir leur carrière à l'étranger et revenir en France après l'amnistie pour reprendre sans encombre leur travail (Dalou notamment), en revanche, ceux qui ont été arrêtés et condamnés à la

déportation par les tribunaux versaillais, ont, dans leur presque totalité, sombré dans l'oubli et il est aujourd'hui difficile de retrouver leur trace. Le sculpteur Capellaro échappe à ce sort grâce à des conditions exceptionnelles, dues à ses soutiens artistiques : il arrivera en Nouvelle Calédonie très tardivement (janvier 1875) et en repartira deux ans après, sa peine ayant été commuée en dix ans de bannissement¹. En revanche, ceux qui sont restés au bagne de nombreuses années, sont usés et meurent prématurément. C'est le cas de Julien Hippolyte Devicque.

Né à Paris le 13 août 1821, il entreprend une carrière artistique. Élève du peintre néo-classique François Dubois, il expose aux Salons de 1859 à 1866 et va devenir un spécialiste de la lithographie de vues en ballon de grands formats. Depuis le XVII^e siècle, les scènes panoramiques avaient du succès, mais étaient souvent centrées sur un château et son jardin². Avec le développement des ballons, les vues à vol d'oiseau vont aussi se multiplier. La caractéristique de Julien Devicque est de concilier la vue panoramique avec le souci du détail très minutieux : dans sa lithographie de Saint-Denis (1863), il survole la ville et la campagne environnante, mais on aperçoit dans le lointain le canal (inauguré en 1821) et le train qui passe, en même temps qu'on découvre, dans le premier plan, des passants. On peut voir au Musée Carnavalet d'autres vues de la région parisienne à vol d'oiseau : Levallois et Champerret. Il a produit aussi des gravures de la Suisse et du Jura³.

Lorsque survient la Commune, il s'engage résolument, au poste de sergent-major du 91^e bataillon, première compagnie. Interrogé, lors de son procès devant le douzième conseil de guerre du 6 décembre 1871 sur les raisons de sa participation à la Commune, « *l'accusé*

répond qu'il a servi la Commune par mécontentement d'avoir vu les choses marcher si tristement pendant le premier siège, par crainte aussi d'une monarchie quelconque et enfin parce que c'était dans ses convictions. » Le rapport, après avoir indiqué les opérations auxquelles il a participé, signale que, le 22 mai au soir, « *il est à l'Hôtel de ville, garde la barricade de la rue de Rivoli près de la Tour Saint-Jacques et défend successivement les barricades de la rue Saint-Antoine, de la Bastille et du faubourg Saint-Antoine. Les renseignements recueillis sur le compte de Devicque ne sont pas favorables (...)* L'accusé raconte tous ces faits sans forfanterie mais il cherche à ne rien cacher ; c'est un sectaire fanatique et convaincu, qui parle de la fraternité des peuples et qui, en attendant la réalisation de ses rêves, à jamais impossibles, n'a pas hésité à prendre une arme et à tirer sur les soldats de la France. » (Le substitut Abrial)⁴.

Il est condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée en Nouvelle Calédonie ; embarqué à Brest le 11 juin 1872 sur le navire *La Guerrière*, il arrive à Nouméa le 2 novembre 1872. Devicque va illustrer successivement le journal *Le Courrier de la Nouvelle-Calédonie* et *La Revue illustrée*. Sa gravure de la presqu'île Ducos a servi d'illustration au roman d'Henri Rochefort *L'Évadé*. Gracié le 15 janvier 1879, il est autorisé à rentrer en France à bord du *Navarin*. On perd ensuite sa trace et il meurt deux ans plus tard, le 25 août 1881, à l'âge de soixante ans.

■ PAUL LIDSKY

(1) Cf. *La Commune* n°73, pages 28-31. (2) Voir les gravures d'Etienne Allegrain (1644-1736), consacrées au château de Versailles et au domaine de Saint-Cloud. (3) Lithographie de la ville de Berne ; Dix vues de la vallée du lac de Joux, 1852. (4) Archives de la Défense, château de Vincennes.



LES FEMMES DANS LA COMMUNE

Eloi Valat, peintre et dessinateur, nous a déjà offert de belles planches sur la Commune de Paris (*Journal de la Commune, La Semaine sanglante*) et sur Jules Vallès. Chargés d'émotions et de vérité graphique, ses ouvrages sont toujours des partages forts sur cette période-phare de l'histoire du mouvement ouvrier.

Sa nouvelle publication a pour thème la place des femmes dans la Commune de Paris. Nous sommes nombreux à connaître Louise Michel, Nathalie Le Mel, mais toutes les autres ?... Paule, Eulalie, Séraphine, les femmes du petit peuple, les lavandières, les giletières, les blanchisseuses qui deviendront des ambulancières, des combattantes de cet idéal de république démocratique et sociale. Organisées dans les clubs, les

comités d'arrondissement, l'Union des femmes, elles réclament la fin de l'exploitation, l'égalité salariale, le droit à l'enseignement. Cet ouvrage rend hommage aux Louises, citoyennes de la Commune qui ont voulu « *considérer les douleurs générales de l'humanité comme rentrant dans la cause commune des déshérités* » pour reprendre les propos de Louise Michel.

Pour donner la parole à ces femmes, Eloi Valat s'appuie sur le *Petit dictionnaire des femmes de la Commune*, établi et publié par notre association, qu'il ne manque pas de remercier.

Les textes regroupent des témoignages de militantes comme Victorine Brocher, des déclarations, des appels à la mobilisation. Une approche qui permet de montrer que les femmes n'ont pas été dans l'attente, mais qu'elles ont conduit une réflexion et une action spécifiques, s'intégrant dans le progrès social de la Commune.

Les dessins au trait net et sombre, avec ces à-plats de couleurs franches, sont d'une très grande modernité et donnent sens aux moments-symboles d'une révolution en marche. Les mains, particulièrement, traduisent le travail qui déforme, la fébrilité des acteurs, l'intensité du combat d'un peuple qui veut vivre dans la dignité et le respect.

FRANCIS PIAN

Eloi Valat, *Louises, les femmes de la Commune*, Ed. Bleu autour, 2019.

EUGÈNE VARLIN, OUVRIER-RELIEUR, DE LAIT À LA COMMUNE

« *Tant qu'un homme pourra mourir de faim à la porte d'un palais où tout regorge, il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines.* » Eugène Varlin, ouvrier-relieur, est une figure-phare du mouvement ouvrier du



XIX^e siècle en France. Issu d'une famille modeste, il suit des cours du soir pour mieux comprendre un monde dont il mesure les injustices et agir sur lui. Il rencontre ceux qui vont devenir les fondateurs de l'Association internationale des travailleurs (AIT), Tolain et Fribourg notamment. Ce trio qu'il constitue avec eux signera les premiers appels à l'union des travailleurs pour

défendre leurs droits, inscrivant la formule « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » dans l'histoire du monde ouvrier.

Le droit au travail des femmes.

Michèle Audin, enseignante, passionnée par la Commune de Paris, auteure de plusieurs ouvrages sur ce thème, rassemble dans cet ouvrage tous les écrits retrouvés à ce jour (articles, proclamations, lettres) d'Eugène Varlin. Elle allie donc biographie et recueil de textes. Le lecteur retrouvera la vie quotidienne des ouvriers boulangers, des mineurs, des ovalistes*, la solidarité par les caisses de secours en cas de grève dure. Varlin ouvrier lui-même sait qu'une grève est difficile à mener et que les privations justifient le soutien concret par les coopératives comme La Marmite. Un des premiers, il défend le droit au travail des femmes : « *la femme doit travailler et doit être rétribuée pour son travail. [...] ceux qui veulent lui refuser le droit au travail veulent la mettre pour toujours sous la dépendance de l'homme.* »

La succession des textes constitue un journal des luttes sociales, de la mise en place de l'AIT en France, malgré les arrestations, les procès, les emprisonnements.

L'indispensable solidarité. Bien qu'emprisonné sous l'Empire, il étoffe sa réflexion intellectuelle et politique le conduisant vers le

communisme non autoritaire, la méfiance à l'égard des élections, de la bourgeoisie dominatrice. « *Pour que nous puissions envisager sans crainte l'avenir gros d'orages, il faut que tous les travailleurs se sentent solidaires.* » C'est le sens permanent de son action militante. Au fil des pages, le lecteur est surpris par la modernité des propos et des réflexions.

Les textes abondent et c'est heureux que Michèle Audin redonne ainsi la parole à un responsable un peu trop oublié, contribuant à nourrir la réflexion sur l'actualité de la Commune de Paris dans les luttes sociales. Bien sûr, lors de ces 72 jours, Varlin est au premier plan, il écrit peu, il agit, il est sur les barricades et évidemment une des dernières, rue de la Fontaine-au-Roi. Arrêté, il est fusillé par les versaillais à Montmartre après avoir subi des actes barbares.

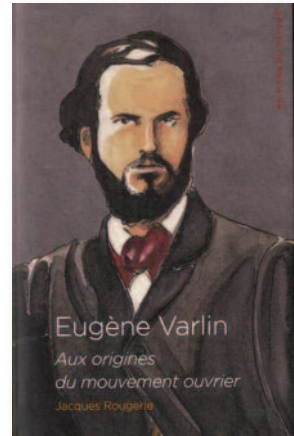
➤ FRANCIS PIAN

Michèle Audin, *Eugène Varlin, ouvrier relieur. 1839-1871*, Ed Libertalia, 2019.

* Les ovalistes sont des ouvrières de la soie, qui surveillent les moulins, les bobines et veillent à la bonne qualité de la soie (en réparant les fils cassés).

VARLIN, UN DESTIN

Une vie se situe quelque part entre la pensée, la parole et l'action. La biographie que Jacques Rougerie consacre à Eugène Varlin s'attache,



au-delà des sources existantes et des témoignages, à suivre son parcours, sa courte vie politique afin de situer « *le climat dans lequel il vit et agit* ». C'est un texte chronologique et thématique avec près de 200 notes et des annexes dont celles relatives aux sociétés ouvrières des années 1867 à 1870.

« Aux origines du mouvement ouvrier ».

Des chapitres évoquent « *Varlin en son temps* », ses années de formation, sa vie d'ouvrier relieur « *exemplaire du mouvement d'auto-émancipation des misérables* » qui a « *d'abord été la sienne* » en complétant ses connaissances, des techniques à la musique « *métaphore des rapports sociaux* ». Fourier, Proudhon, Bakouline, « *Marx peut-être* » ont pu l'influencer mais « *il n'a de cesse de les accommoder à sa manière* ». Dans les années 1860, « *c'est le syndicalisme français qui naît avec lui* » car « *l'émancipation*

doit être collective ». Il anime les premières grèves des relieurs et suscite la création de sociétés ouvrières.

Rougerie rappelle l'implication de Varlin, adhérent de l'Internationale dès 1865, dans les congrès de l'AIT (Bâle en 1869), ses positions théoriques, l'évolution de sa pensée par rapport à d'autres militants, ses proximités idéologiques — Jules Andrieu, Benoît Malon, des internationaux belges... —, Varlin se qualifiant de « *communiste non autoritaire* ». Lors de nombreuses grèves de 1869 et 1870, il est à l'origine de nouvelles sociétés ouvrières qui doivent, selon lui, conduire leurs membres « *fatalement à rechercher les réformes radicales qui peuvent les affranchir de l'oppression capitaliste* ».

La guerre et la Commune. Le texte de Rougerie évoquant cette période est plus bref. C'est le temps de l'action. Varlin est de ceux qui veulent « *défendre Paris à outrance* ». Mais l'AIT est affaiblie, les sociétés ouvrières désorganisées par la guerre et les élections de février 1871 ont été décevantes. Il agit dans le VI^e arrondissement, où il habite, et il s'implique dans l'organisation de la garde nationale dont le rôle est décisif le 18 mars 1871.

Élu le 26 mars dans trois arrondissements, il est fidèle au VI^e. « *Pendant toute la durée de l'in-*

surrection, Varlin ne se consacrera qu'aux tâches concrètes », à la commission des Finances, puis à celle des Subsistances où il s'occupe de « *l'armement de la garde nationale, en évitant resquille ou gaspillage* ». Début mai 1871, il fait partie de la « *minorité* » de la Commune opposée au Comité de salut public et, membre de la commission de la Guerre, il ne peut que constater les luttes de pouvoir entre les différentes entités de la Commune. Démis de ses fonctions, il se replie sur son arrondissement. Pendant la Semaine sanglante, il combat dans le VI^e puis dans le XI^e arrondissement, jusqu'à son arrestation, le 28 mai, rue Lafayette, la montée vers Montmartre et son exécution, à 32 ans, sur les lieux mêmes du début de l'insurrection.

Pour épilogue et « *appréciation de son action ou de son œuvre* », Rougerie cite Jules Vallès — « *l'un de ses adversaires les plus vigoureux au sein des meneurs de la Commune* ». Vallès évoque sa « *grande modestie (...)* ; *c'est ce qui explique comment, ayant beaucoup fait, il avait si peu fait parler de lui* ». Pour le 180^e anniversaire de sa naissance, la parution de deux ouvrages constitue un bel hommage à cet homme remarquable.

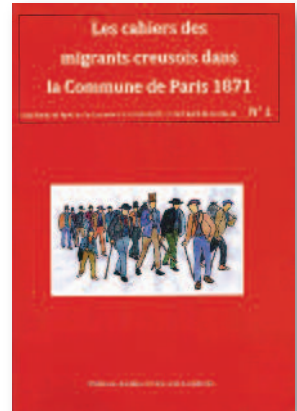
■ **ALINE RAIMBAULT**

Jacques Rougerie, *Eugène Varlin. Aux origines du mouvement ouvrier*, Editions du Détour, Paris, 2019.

LA COMMUNE VUE DE LA CREUSE

La lecture des *Cahiers des migrants creusois dans la Commune de Paris 1871* nous conforte dans l'idée que, malgré l'éloignement de Paris, nombre d'habitants de la Creuse, province peu accessible, peu fréquentée, s'engagèrent dans la lutte que menait la Commune pour défendre ses idéaux. Nous constatons ainsi que la population des campagnes, malgré les maigres moyens d'information de l'époque, prit les armes pour défendre la République.

La grande pauvreté qui régnait dans



ce département a contraint nombre d'hommes à monter à Paris pour travailler, notamment en qualité de maçons, à la construction d'immeubles haussmanniens. Eux aussi restèrent pour défendre la République, lutter dans la perspective d'une

société plus juste. Sans oublier la rancune envers le clergé, soutien des classes favorisées, qui aboutira à un anticléricalisme auquel ils adhèrent.

1500 à 3000 d'entre eux sont morts pendant le siège et la Semaine sanglante. 953 furent arrêtés et déportés, sans compter les fusillés sans jugement. D'après le rapport Appert, la Creuse a fourni plus d'insurgés qu'aucun autre département.

La documentation qui figure dans ces cahiers, la rigueur de la narration dans les récits d'une déportée en Nouvelle-Calédonie, d'une condamnée à cinq ans de détention, la recherche sur un déporté à Cayenne, témoignent du sérieux apporté à la rédaction de ces cahiers.

Ils apportent des éléments peu connus, indispensables à une autre connaissance de la Commune et, s'il reste un peu de temps à leur lecture, on peut y apprendre le « patois creusois ».

■ ANNETTE HUET

Les Cahiers des migrants creusois dans la Commune de Paris 1871, n° 1, Comité local de la Creuse des Amies et Amis de la Commune de Paris 1871, Editions Ateliers et Vie aux Coudercs, 2019. En vente (12 €) au Comité 23 des Amis de la Commune de Paris, n° 6, Lascaux, 23220 Jouillat.
E-mail : 1871commune23@orange.fr

UN CATALOGUE, UNE ŒUVRE D'ART

En 2001, pour le 130^e anniversaire de la Commune, nous avons osé l'impossible : présenter une exposition de tableaux de peintres contemporains, parmi les plus connus de notre époque, dans un lieu emblématique de la République : l'Assemblée nationale.

En voyant l'œuvre d'Ernest Pignon-Ernest sur la Semaine sanglante dessinée sur les marches du Sacré-Cœur, l'idée m'était venue que la Commune n'était pas morte, puisqu'elle inspirait encore les artistes d'aujourd'hui.

Les communard.e.s ont sauvé la République, comme l'avait prédit Varlin avec cette terrible phrase, prononcée le 27 mai 1871, à la veille de son assassinat : « *Nous serons dépecés vivants. Morts, nous serons trainés dans la boue, mais l'Histoire dira de nous que nous avons sauvé la République* ». Oui, ils ont sauvé la République, alors la République leur devait une reconnaissance officielle. Restait à lever les nombreux obstacles qui se dressaient devant nous. Les réticences tombèrent peu à peu. Il fallut beaucoup de persévérance et l'aide de Claude Willard, notre président à l'époque, tout de suite convaincu, et qui participa à toutes les réunions de préparation.

La peinture contemporaine ne faisait pas l'unanimité et les lieux semblaient impossibles à obtenir. Un soir de conférence sur la Nouvelle-Calédonie, une descendante de communard vint nous rejoindre dans ce combat. Claudine Boni, qui connaissait nombre de peintres, fut notre planche de salut.

Aujourd'hui il nous reste deux documents extraordinaires de ce moment exceptionnel.

Une brochure : *1871, la Commune de Paris*, un grand format réalisé par Alain Frappier. Très belle, elle a contribué à nous faire accepter à l'Assemblée nationale. Épuisée aujourd'hui, elle a permis aussi nombre d'expositions dans les écoles, dans les centres d'activité culturelle, dans les entreprises. Elle sert encore bien souvent de référence.

Le deuxième document, c'est un magnifique catalogue encore disponible, mais un peu oublié. Quel dommage ! Il a été maqueté par l'un des plus grands affichistes de notre époque, Guy Peellaert, qui est aussi l'auteur de la belle affiche du cerisier en fleurs, dont il nous a fait cadeau, comme il nous a offert ce document d'histoire : le catalogue. Celui-ci rappelle admirablement l'œuvre sociale de la Commune.

Il présente aussi une chronologie très complète, très bien illustrée, depuis la déclaration de guerre à la Prusse, le 19 Juillet 1870, jusqu'à l'amnistie de juillet 1880.



Les œuvres des vingt artistes exposés sont reproduites dans une qualité de couleur irréprochable, le tirage ayant été réalisé par l'imprimerie qui produisait le luxueux catalogue de Drouot. Ainsi, malgré la réduction de l'œuvre de Ladislav Kijno, nous voyons surgir le visage de Rimbaud. Jean Ruffin, dans son *Hommage aux morts de la Commune*, nous interpelle avec ces visages très expressifs, et encore Jacques Monory, qui nous fait cadeau de son bleu tellement exceptionnel. Bien sûr, Ernest Pignon-Ernest a participé à ce très impressionnant hommage, comme Gérard Gosselin, François Hilsun, Peter Klasen, Melik Ouzani, Max Schoendorff, Anne Slacik, Vladimir Velickovic et son *Homme*, sanglant comme la dernière semaine de mai 1871. Découvrons aussi Yvon

Taillandier et son hommage particulier à Humbert, prisonnier pendant huit ans en Nouvelle-Calédonie, auteur de l'installation de l'Imprimerie nationale dans le 15^e ; Antonio Segui, peintre argentin, interdit de séjour dans son pays pour avoir caricaturé la dictature. Son tableau montre à la fois le peuple en lutte, la démolition de la colonne Vendôme, les exécutions au Mur des Fédérés, l'horreur de la répression, dans un étonnant tableau de dessins presque enfantins.

Comment passer à côté de l'œuvre de notre ami Boris Taslitzky, avec *La Montée au Mur*. Cet artiste gêne aujourd'hui encore la municipalité de Levallois-Perret, qui veut détruire une de ses œuvres décorant une crèche. Mais comment les décrire tous ?...

Catherine Viollet et ses Louise(s)... D'autres encore, qui nous ont surpris, qui nous ont appris à regarder, à comprendre ! À vous aussi de les découvrir, dans ce très beau document au format des journaux de l'époque de la Commune. Tiré à 20 000 exemplaires, un grand nombre en a déjà été vendu.

Un édito de Raymond Forni, président de l'Assemblée nationale en 2001, souligne les valeurs de cette révolution du printemps 1871 et le texte de Claude Willard rappelle, dans une synthèse bien souvent reproduite dans nos textes, la genèse de cette Commune de Paris tellement porteuse de projets, d'espoirs et de luttes.

Il s'agit d'une œuvre d'art, qui contribue à faire lever la chape de plomb qui pèse encore aujourd'hui sur ce moment de l'histoire, qui fit trembler le gouvernement de Thiers et qui gêne encore aujourd'hui nos gouvernants. Offrez-le autour de vous, sa diffusion contribue à notre combat quotidien.

CLAUDINE REY

Catalogue en vente (3 euros) au local : 46 rue des Cinq-Diamants, Paris 13^e (métro Place d'Italie ou Corvisart).

On retrouvera textes et images de l'exposition sur le site de l'Assemblée nationale : www.assemblee-nationale.fr/evenements/commune.asp

La Commune

DANS CE NUMÉRO

LISTE DES SIGNATAIRES DE L'APPEL À LA MONTÉE AU MUR 2019

- Édito : Un exemple et une expérience · 02
La fête de la Commune 2019 · 03
- Histoire**
- Courbet dans la Commune · 04
Du nouveau sur Napoléon Gaillard · 08
Émilie Noro dans les prisons versaillaises · 12
- Notre association**
- Le banquet 2019 · 15
L'assemblée générale 2019 · 16
À la mémoire de Gilbert Bertolini · 17
Hommage à Jef Baeck · 17
Commémoration au cimetière du Montparnasse · 19
Hommage aux derniers combats à Belleville · 20
La montée au Mur 2019 · 21
Nouvelles du Luxembourg · 22
Nouvelles du Berry · 23
Le Rendez-vous du 18 mars au Père-Lachaise · 24
La Commune des arts dans la Creuse · 24
- Actualité**
- L'année Courbet à Ormans · 25
Un hommage à Jean Allemane · 26
Revue de presse : la Commune à la Une · 27
- Culture**
- Julien Devicque, un artiste communard oublié · 29
- Lectures**
- Les femmes de la Commune · 31
Le Varlin de Michèle Audin · 31
Le Varlin de Jacques Rougerie · 32
La Commune vue de la Creuse · 33
Un catalogue : une œuvre d'art · 34

ACER (AMIS DES COMBATTANTS EN ESPAGNE RÉPUBLICAINE)
ARAC
ASSOCIATION ACTION
ASSOCIATION LOUISE MICHEL
CER DES CHEMINOTS DE PARIS-EST
CGT - COMITE NATIONAL DES TRAVAILLEURS PRIVÉS D'EMPLOI ET PRECAIRES
CGT - FAPT
CGT - FÉD. NAT. INDUSTRIES CHIMIQUES (FNIC)
CGT - FÉDÉRATION DES FINANCES
CGT - FÉDÉRATION NATIONALE PTT BUREAU GARES AMBULANTS
CGT - FNAF
CGT - INFO'COM
CGT - INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE
CGT - INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE P.T.T.
CGT - SYNDICAT RETRAITE RENAULT BOULOGNE RUEIL
CGT - UL 10
CGT - UL 12
CGT - UL 13
CGT - UL PARIS 20
CGT - UL PARIS 4
CGT - UNION DES RETRAITÉS EST DU VAL D'OISE
CGT SYNDICAT DES CHEMINOTS DES ARDENNES
CGT UNION RÉGIONALE ÎLE-DE-FRANCE
CHORALE POPULAIRE DE PARIS
COMPAGNIE JOLIE MÔME
COMITE LÉO LAGRANGE DE PARIS
EDITION LE TEMPS DES CERISES
EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS PARIS 20E
FAISONS VIVRE LA COMMUNE
GÉNÉRATION-S COMITÉ PARIS 11E
GÉNÉRATION-S COMITÉ PARIS 20E
GROUPE COMMUNE DE PARIS - FÉDÉRATION ANARCHISTE
INSTITUT DE RECHERCHE FSU
JEUNES POUR LA RENAISSANCE COMMUNISTE EN FRANCE JCRF
LA FRANCE INSOUMISE
LE TEMPS DES CERISES S.C.O.P
LES AMIS DE LÉO FIGUÈRES
LES AMIS DE L'USINE
LES GARIBALDIENS
LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
LIGUE DU DROIT INTERNATIONAL DES FEMMES
LUTTE OUVRIÈRE
MOUVEMENT DES JEUNES COMMUNISTES DU CAMBRÉSIS
MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES PARIS
MRAP
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE PARIS
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - FÉD. DE PARIS
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - FÉD. DE SEINE-SAINT-DENIS
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - PARIS 11E
PARTI DE GAUCHE
PARTI RADICAL DE GAUCHE
PARTI SOCIALISTE PARIS 11E - SECTION LEON BLUM
PARTI SOCIALISTE - FÉD. DE PARIS
PARTI SOCIALISTE-PARIS 20E - SECTION COMMUNE DE PARIS
PCF SECTION PARIS POSTE
POLE DE RENAISSANCE COMMUNISTE EN FRANCE PRCF
RÉSISTANCE SOCIALE
ROUGES VIFS ÎLE DE FRANCE
SNES-FSU
SNESUP-FSU
SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE
UFAL
UNION DÉPARTEMENTALE FORCE OUVRIÈRE DE PARIS

Directrice de la publication : Claudine Rey.

Ont participé à ce numéro : Jean Annequin, Michèle Audin, José Baquero, Françoise Bazire, Christine Counard, Eugénie Dubreuil, Jean-Marie Favière, Charles Fernandez, Raymond Huard, Annette Huet, Michel Kadouch, Paul Lidsky, Jeanne Meyers, Sylvie Pepino, Francis Pian, Michel Pinglaut, Michel Puzelat, Joël Ragonneau, Aline Raimbault, Claudine Rey.

Coordination : Michèle Camus, Michel Puzelat · **Graphisme et iconographie :** Alain Frappier **Impression :** Imprimerie Maugein · **ISSN :** 1142 4524

Le prochain bulletin (80) paraîtra fin novembre 2019. Faire parvenir vos articles avant le 30 septembre 2019.

 LES AMIES ET AMIS DE LA
Commune de Paris 1871

46 RUE DES CINQ-DIAMANTS 75013 PARIS · TEL : 01 45 81 60 54 · FAX : 01 45 81 47 91
courriel : amis@commune1871.org | site internet : commune1871.org

Ouvert du lundi au vendredi de 14 h à 17 h
Bibliothèque ouverte aux adhérents le mercredi et chaque premier samedi du mois de 14 h à 17 h (sur rendez-vous)